

TD(X)/Misc.7  
14 février 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement  
Dixième session  
Bangkok, 12-19 février 2000

## SÉANCE PLÉNIÈRE

### Résumé

*Document non officiel établi par le secrétariat de la CNUCED*

### Débat général des 12 et 13 février 2000

#### Analyse des événements récents

Le débat général a été dominé par l'idée que le monde avait connu des mutations plus rapides et bien plus profondes au cours des dix dernières années qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire de l'humanité. Il a donc été consacré en grande partie au phénomène de la mondialisation et à ses incidences sur les différents groupes de pays. Si la mondialisation était acceptée comme une réalité de la vie économique, elle n'était pas perçue de manière positive par tous les pays. Quelques délégations ont souligné qu'elle offrait des possibilités de croissance et de développement, tandis que d'autres considéraient que, dans beaucoup de pays en développement, les espoirs placés dans la libéralisation rapide du commerce et des capitaux ne s'étaient pas encore concrétisés. Si certains pays avaient recueilli les fruits de la libéralisation et de la mondialisation, beaucoup d'autres, en raison de leur faible niveau de développement, n'avaient pas réussi à en tirer profit. Les écarts de richesse et de revenu se creusaient au niveau mondial du fait de l'inégalité des conditions de production et d'échange. Les pays les plus vulnérables, en particulier ceux qui exportaient certains produits de base et ceux qui étaient fortement tributaires des apports de capitaux, étaient pénalisés par certaines caractéristiques du processus de mondialisation et risquaient d'être encore davantage marginalisés.

Il a également été dit que la mondialisation se faisait sous l'impulsion des pays développés et portait l'empreinte de la plus grande puissance économique. Même si, du fait de leur relative pauvreté, les pays en développement avaient des problèmes plus urgents et plus pressants à résoudre que les pays développés, ceux-ci rencontraient des problèmes analogues : marginalisation de certains groupes de population, taux élevés de chômage et difficultés de financement du système de sécurité sociale.

GE.00-70122 (F)  
BKK.00-174

Certains orateurs ont fait observer que la mondialisation avait même des répercussions sur la conception traditionnelle de l'État et du pouvoir politique et sapait les bases d'une action efficace de la puissance publique au niveau interne en général et de la gestion de l'économie nationale en particulier. Dans une économie mondialisée, la géographie financière et la géographie économique ne coïncidaient plus avec la géographie politique.

Une mise en garde a été lancée contre les dangers d'un excès de confiance dans les succès du capitalisme et de l'économie de marché, car ces succès contenaient les germes de leur propre destruction. L'économie de marché n'offrait pas de solutions à tous les problèmes, ni au niveau national, ni au niveau international.

L'évolution récente de l'économie mondiale et ses incidences sur les pays en développement inquiétaient sérieusement de nombreuses délégations du fait, notamment, de l'insuffisance des flux de capitaux à destination de maints pays en développement, de la persistance du problème de la dette pour bien d'autres et du maintien des restrictions imposées à l'accès de nombreuses exportations des pays en développement aux marchés des pays développés. Un motif particulier de préoccupation était l'inégalité croissante de revenu entre pays développés et pays en développement, conjuguée à l'aggravation de la pauvreté.

Un grand nombre de délégations ont estimé que l'infrastructure institutionnelle internationale n'était pas à même d'apporter une réponse efficace aux problèmes complexes découlant de la mondialisation. Les institutions internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, le FMI et la Banque mondiale, n'avaient pas su faire face aux nouveaux défis. Le FMI, en particulier, avait vu sa crédibilité largement entamée à la suite des erreurs commises dans le traitement de la crise financière asiatique.

Les sociétés transnationales, qui semblaient être les mieux placées pour profiter de la libéralisation et de la mondialisation, étaient un sujet de grave préoccupation. Les fusions et les acquisitions avaient renforcé la prépondérance des oligopoles mondiaux. Si ce processus n'était pas freiné, il pourrait aboutir à des monopoles planétaires alors que, parallèlement, la protection de la concurrence continuait d'être assurée par les législations nationales.

On a souligné que le processus de mondialisation avait rendu l'environnement économique mondial plus incertain et que les pays en développement avaient peu de prise sur ce processus. En outre, l'architecture financière actuelle semblait inadaptée pour faire face à l'énorme volume des flux financiers volatils découlant de la libéralisation des mouvements de capitaux. Le système en vigueur, fondé exclusivement sur les mécanismes de marché, ne générait pas suffisamment de ressources pour financer le développement. Les capitaux affluaient là où les rendements financiers étaient les plus rémunérateurs, pas là où ils faisaient le plus cruellement défaut pour accélérer le développement économique. Dans le même temps, les pays en développement qui avaient reçu des apports de capitaux privés d'un volume considérable avaient connu des crises financières provoquées par la volatilité des flux financiers internationaux et par les activités spéculatives.

La crise financière asiatique a été considérée comme une conséquence de la mondialisation. Elle avait démontré l'incapacité des pays développés et des institutions internationales à traiter et prévenir les crises de ce type et leurs effets de "contagion".

On a fait observer que les pays touchés par la crise avaient adopté des mesures économiques et des réformes financières énergiques pour remédier aux faiblesses qui étaient apparues et rétablir la confiance. Les remèdes du FMI n'avaient pas toujours permis de retrouver la croissance et la stabilité; en fait, la situation s'était même aggravée dans un pays. La politique de taux d'intérêt élevés et de restriction des liquidités préconisée par le FMI avait entraîné une grave contraction de l'économie réelle; c'est ce qui avait conduit à l'adoption de mesures non orthodoxes qui avaient mis l'économie sur le chemin de la reprise. Ces mesures comportaient un assouplissement de la politique budgétaire, une réduction des taux d'intérêt, des mesures sélectives de contrôle des changes pour réduire les flux volatils de capitaux à court terme sans pénaliser les flux financiers liés au commerce et l'IED.

Les délégations des pays en développement se sont inquiétées de la récente détérioration des termes de l'échange des exportations de produits de base, dont bon nombre de ces pays restaient tributaires.

Il a été souligné que maints pays en développement avaient ouvert leurs marchés, renforcé leurs institutions et adapté leur économie à la concurrence extérieure sans toutefois bénéficier d'efforts de libéralisation comparables de la part des pays industrialisés. À l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, de nombreux dirigeants politiques avaient succombé à des pressions protectionnistes émanant de leur pays.